

Vers une révision unilatérale des partenariats miniers

RD Congo C'est ce qu'indique une annonce en interne. Un communiqué officiel diffère sur ce point.

Moins de trois semaines après la publication du rapport Carter stigmatisant la mauvaise gestion de la Gécamines, le patron de cette société publique congolaise, Albert Yuma, s'est adressé mardi à des agents de l'entreprise et aux nouveaux mandataires qu'il a nommés il y a quelques mois au sein des partenariats. "La Libre Belgique" a eu accès à l'enregistrement du discours de M. Yuma – qu'un communiqué de presse d'un de ses subordonnés semblait contredire, jeudi.

M. Yuma a annoncé au personnel les "deux axes" fixés "par le chef de l'Etat", au "développement" de l'entreprise publique: "refaire de la Gécamines un véritable acteur minier" sur le plan national et international; faire en sorte que les ressources du Congo – dont la société publique détient, dit-il, "la majorité" – "profitent au peuple congolais, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui".

"On nous a trompés"

"Dans la plupart de nos partenariats, pour ne pas dire tous, a affirmé M. Yuma, nous n'avons jamais touché de dividendes". Depuis "la mise en place du code minier", qui date de 2002, les différents partenaires de la Gécamines, a-t-il assuré, "ont exporté pour plus de 48 milliards de dollars" et "l'Etat a reçu en net – soit le revenu moins les bonus fiscaux qu'il a donnés – moins de 3 milliards de dollars". C'est pourquoi, a ajouté M. Yuma, la Gécamines va "revoir – j'ai dit revoir, pas renégocier, c'est nous qui allons désormais fixer les termes" – les "conditions" des partenariats avec des sociétés minières privées.

A noter que ce discours, on ne peut plus clair, semble contredit par un communiqué de presse de la Gécamines, signé jeudi par son di-

recteur général ad interim, Jacques Kamenga Tshimuanga. Il indique que l'entreprise publique "a entrepris, dans le respect des accords en cause, d'engager un processus de revue critique des termes des principaux partenariats".

Selon M. Yuma, "on nous a trompés, en 2000" en disant que le Congo était incapable de développer seul ses ressources minières et qu'il fallait des partenariats. "On aurait dû toucher 350 millions de dollars de dividendes et on a touché zéro" dollars, tandis que "l'Etat aurait dû toucher 768 millions de dollars d'impôts" et a touché "zéro". "Nos partenaires se sont toujours arrangés pour que les comptes d'exploitation ap-

Albert Yuma

Patron de la Gécamines, société publique stigmatisée pour sa mauvaise gestion, et patron des patrons congolais.

paraissent en perte d'année en année".

Or, la "vraie ressource" des partenariats n'est "pas l'argent" mais "les gisements" de cuivre et de cobalt de la Gécamines, a dit M. Yuma, affirmant que "la prochaine guerre mondiale sera pour le contrôle du cobalt", dont le Congo possède 70% et l'entreprise publique "40% des réserves mondiales connues". "Depuis 15 ans, nos partenaires nous ont trompés et, disons-le, volés. Cela doit s'arrêter."

M. Yuma a ajouté avoir "aussi constaté la faiblesse de nos mandataires pour contrôler les partenariats", raison pour laquelle ils avaient été changés il y a quelques mois. Reconnaisant aussi des faiblesses dans "l'organisation" de la société publique, son patron a annoncé avoir confié "à Ernst and Young un audit organisationnel" en vue de nouvelles structures "dès le deuxième trimestre 2018".

Contrôler le cobalt

En effet, a-t-il ajouté, la Gécamines souffre d'"équipements obsolètes" et "surtout" d'un personnel trop vieux, la moyenne d'âge étant "58 ans". "On ne peut pas compter sur cette génération pour défendre nos intérêts". Il faut, dit-il, que les cadres "reprennent le contrôle de la Gécamines comme, il y a 40 ans, nos frères arabes ont décidé de

contrôler le pétrole".

Répondant au rapport du Centre Carter (voir "La Libre Belgique", 5 nov. 2017) selon qui "près des deux tiers de ces revenus (NdlR: générés par les partenariats miniers) – ou 750 millions de dollars – ne peuvent être tracés jusqu'à des comptes en banque de manière fiable", M. Yuma a assuré à son auditoire que c'était "un mensonge, une incompétence [...] Pas un dollar ne manque. Tout l'argent est enregistré dans les comptes de la Gécamines".

Il a affirmé que "la plupart de cet argent est

parti dans des investissements" qu'il chiffre à "860 millions de dollars depuis que nous sommes là", soit sept ans, "et dans le financement de l'Etat congolais. En termes de pourcentage, la Gécamines a contribué plus au budget de l'Etat que tous les partenaires réunis", a-t-il déclaré, sans expliquer son calcul. Toutefois, de ces "860 millions de dollars" d'investissements et de "deux plans de restructuration, deux plans de production", "on ne voit pas les résultats", a reconnu M. Yuma, rejetant la faute sur "vos aînés".

Evoquant les "rapports bidon, basés sur des racontars", tel celui du Centre Carter, selon lui, le patron de la Gécamines a stigmatisé "certains d'entre vous qui disent n'importe quoi" à des "étrangers" contre "1 000 ou 2 000 dollars, ou une auto ou une promesse d'emploi".

Marie-France Cros